

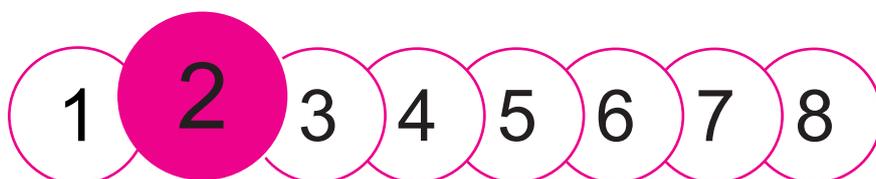
Collection I

CHANGER L'AIDE, C'EST NOTRE AFFAIRE A TOUS

Série AF

Aide et Femmes

COMMENT EPAULER L'ENSEMBLE DE LEURS INITIATIVES ?



INTRODUCTION

Contenu

Des paroles et des écrits provenant de responsables d'Organisations Paysannes (OP) et d'agents d'Organismes d'Appui (OA) ont été recueillis entre 1998 et 2001. Des extraits de ces témoignages sont reproduits dans ce livret, ainsi que des notes rédigées par des «noyaux» de discussion. Seuls les titres ont été rédigés par l'équipe du GRAD.

Liaisons avec d'autres livrets

Ce livret CP1 fait partie de la série de 5 livrets appelée : «DU PROJET A LA CONVENTION DE PARTENARIAT» (voir leur contenu en page de couverture).

Cassette de ce livret

Une cassette en français est disponible. Elle comporte des extraits des interviews de :

- Mme Aminé MIANTOLOUM (Moundou, Tchad) : « Ecouter, connaître et épauler les femmes rurales » [Fiche 140]
- Mme Madeleine BARRY (Burkina Faso) : « La relation avec les partenaires extérieurs et l'autonomie de l'Association des Femmes Burkinabé de Ouahigouya » [Fiche 210]
- Groupement SET-SETAL (Thiès, Sénégal) : « La difficulté de trouver de l'aide pour notre groupement de promotion féminine » [Fiche 471]

On trouve aussi ces extraits sur le site du GRAD : www.grad-s.net

Conseils pour la lecture et l'animation

Le livret est destiné aux femmes membres de groupements et aux agents d'animation, au village ou en ville. Il peut être lu par les alphabétisées et expliqué par ces dernières à celles qui ne lisent pas le français. Il intéressera aussi les organismes d'appui et même les hommes membres de groupements.

Lexique

Les mots un peu rares sont marqués d'une * et sont expliqués dans le lexique de la page 15.

COMMENT LES FEMMES OBTIENNENT-ELLES DE L'AIDE EXTERIEURE ?

SOMMAIRE

<u>Un groupement de femmes réalise un grand nombre d'activités liées entre elles</u>	4
<u>Pour exister, un groupe doit conquérir son autonomie. Peut-on l'aider à ce stade ?</u>	6
<u>Appuyer en même temps les divers domaines et penser aux sous-groupes vulnérables</u>	8
<u>Relier entre elles les différentes activités d'un groupement</u>	10
<u>Renforcer les Unions de groupements plutôt qu'aider directement</u>	12

OBJECTIF DU LIVRET AF2

Comme si chaque jour elles tissaient une toile, les femmes poursuivent en même temps de nombreux objectifs : nourrir, soigner, produire, épargner, vendre, etc. Comment les agents de l'aide extérieure habitués à tout séparer peuvent-ils réussir à épauler l'ensemble de leurs multiples et divers petits projets ?

Un groupement de femmes réalise un grand nombre d'activités liées entre elles

Reprenons l'histoire du groupement SET-SETAL de Thiès (voir les pages 4/5 du livret AF/1) pour observer tout ce que font ses membres, ensemble ou individuellement. Ses responsables expliquent ceci :

Dans la première phase, le groupement a commencé à travailler avec AGETIP (une initiative du Gouvernement et de la Banque Mondiale, en particulier pour le nettoyage des rues), mais c'était pour une durée déterminée. Quand le contrat a été terminé, au lieu de rester à ne rien faire, nous avons décidé de nous réunir et nous organiser avec l'appui du développement communautaire. Ainsi nous avons pu développer ce groupement SET-SETAL. C'était en 1993. Aujourd'hui, il y a 793 femmes qui sont membres, présentes dans huit quartiers de Thiès.

Notre principale activité est la collecte des ordures, mais à travers cette activité il y a une activité préalable qui est la sensibilisation. Ce travail de sensibilisation, c'est pour impliquer les populations. Chaque famille, chaque concession a un dépôt d'ordures. Dans la concession, il y a un espace pour stocker les ordures. Chaque foyer bénéficiaire d'une poubelle doit verser une cotisation de 750 FCFA (7,50 FF) par mois. Ce sont ces cotisations qui permettent au groupement de payer la personne qui est chargée de ramasser les ordures et d'entretenir la charrette. La charrette passe à chaque point pour récupérer les ordures et les emmener au dépotoir.

NOTE : • En Italique : extraits d'interviews
• En caractère normal : écrits, lettres, comptes-rendus

La collecte des ordures est l'activité principale mais il y a aussi des activités annexes telles que la réalisation d'objets, le tressage du plastique. Nous utilisons les matières plastiques récupérées pour faire des objets d'art. Nous produisons des sacs, des poupées, des gilets. Ce qui pose problème, c'est l'écoulement de ces produits, parce que nous avons du mal à trouver des acquéreurs, alors nous gardons cela pour nous.

Le stockage des ordures permet également de faire du compost pour nos parcelles arboricoles. Avec les fruits récoltés, nous faisons des confitures. Le verger fonctionne bien aussi, mais la plupart du temps cela sert pour payer pour les malades qui sont là-bas dans nos quartiers.

Nous faisons aussi de la fabrication de savon, de beurre de karité et de la conserve de tomates pour le petit commerce.

Nous avons aussi une caisse d'épargne et de crédit, où chaque femme cotise une fois par mois. Une fois qu'une femme a cotisé 3500 FCFA (35 FF), elle peut emprunter auprès de la caisse du groupement. Donc, il faut d'abord épargner pour avoir du crédit.

Le petit commerce individuel des produits de nécessité ne marche pas bien, parce que nous n'avons pas de financement au départ, alors cela ne se développe pas. Le petit commerce ne rapporte pas plus de 5000 FCFA (50 FF) par mois, alors nous ne pouvons pas beaucoup investir. L'activité en elle-même marche, mais c'est le financement qui nous fait défaut.

Récemment, nous avons participé à la quinzaine de l'hygiène ; nous avons beaucoup participé aux sensibilisations avec les services de l'hygiène et de l'éducation pour la santé. Nous sommes passées dans les quartiers pour faire des causeries sur différents thèmes comme « la vaccination des jeunes » et « comment éviter le choléra ? », ce genre de choses. Nous faisons cela souvent, et nous abordons aussi les thèmes du planning familial. Mais pour organiser ces réunions de sensibilisation, cela demande des fonds. Il faut la location du matériel, le déplacement des personnes, alors, si nous n'avons pas d'argent nous ne pouvons pas le faire. C'est pourquoi nous profitons de la semaine de l'hygiène pour le faire.

(Interview du groupe SET-SETAL recueillie par Séverine Benoit, à Thiès, en février 2001 - Fiche 470)

Pour exister, un groupe doit conquérir son autonomie. Peut-on l'aider à ce stade ?

M. Amadou MALET, dirigeant du réseau AFD-ONG, à Ségou (Mali), raconte les débuts d'une association féminine en ville :

Elles ont pris contact avec moi. A l'époque, l'association n'avait même pas de statuts, pas d'existence juridique, même pas de récépissé. J'ai répondu que je ne promettais rien. J'ai dit : « Ce qu'on peut faire, c'est organiser une rencontre avec l'ensemble des femmes pour voir ce que vous voulez ». On a fait deux ou trois rencontres, c'était pour voir comment elles avaient commencé, ce qu'elles avaient déjà fait, les problèmes qu'elles avaient, pourquoi cela ne marchait pas.

C'est au cours de ces réunions qu'elles m'ont dit : « Nous sommes fatiguées parce que nous sommes plus âgées que la promotrice* de l'activité de teinture, et c'est elle qui nous envoie chercher de l'eau. On ne fait que prendre de l'eau, mélanger, laver, et c'est elle qui fait un peu l'alchimie, elle met les teintures. On n'apprend rien et, en réalité, on a rien, elle ne nous paie pas, donc on est fatiguées. On est intéressées à trouver quelqu'un pour nous appuyer d'abord à ce que nous-mêmes puissions apprendre à faire cela ». J'ai dit : « OK, maintenant vous êtes une association ; au niveau de votre association, qui est la présidente ? Quels sont vos statuts ? ». Elles n'avaient pas cela.

Donc on a commencé par aller vers la définition de l'association, des statuts, du règlement intérieur, la mise en place d'un bureau, d'un comité de surveillance. Et par les cotisations, comme une vérification de la volonté de tout un chacun qui veut participer à l'association.

Quand on a fini de faire cela j'ai dit : « Maintenant, il faut que vous, à votre niveau, commenciez par cotiser. Même si c'est minime, il faut quand même cotiser pendant un certain temps pour qu'on voie si on peut encore travailler ensemble ». Elles ont commencé à cotiser 100 FCFA par mois. Là, également, quand cela a commencé à durer, elles se sont découragées.

A l'époque j'avais un contact avec les responsables d'un organisme d'appui (OA) ; j'ai cherché pour savoir s'ils étaient intéressés pour appuyer le groupement féminin dans la commune de Ségou. Ils m'avaient dit que oui, en principe, ils étaient intéressés.

Avec l'OA, on a monté un petit programme. C'était un programme de formation en teinture pour 21 jours et il y avait un petit équipement : la baignoire, les seaux qu'on devait acheter. On a acheté un peu de teinture, quelques tissus pour qu'elles puissent démarrer. Elles ont fait la formation avec cela. Elles ont commencé avec un fonds de roulement d'environ 150.000 FCFA (1.500 FF). Elles ont suivi la formation, maintenant elles produisent.

(Interview de M. Amadou MALET recueillie par Christophe Vadon, à Ségou, en 1999 - Fiche 495)

Thème 3

Appuyer en même temps les divers domaines et penser aux sous-groupes vulnérables

Les différents domaines d'activités :

Il faut que les femmes soient capables de résoudre leurs problèmes et cela ne peut pas se faire à partir d'une seule activité ou d'un seul domaine. C'est pourquoi il faut renforcer leurs capacités en menant plusieurs actions d'appui à la fois.

Je crois que les changements que nous souhaitons par rapport aux femmes impliquent la conjugaison de beaucoup d'efforts différents. On est obligé de mener plusieurs actions pour arriver au changement de comportement et de savoir. Voisins Mondiaux

Les projets d'aide apportent peu de changements, en particulier parce qu'ils ne s'attaquent pas aux réels nœuds de blocage* : l'économie et le politique. C'est précisément l'articulation* entre ces deux dimensions qui fait trop souvent défaut. Alors, lancer les femmes dans des petits projets ordinaires n'est acceptable que si cela constitue une stratégie* de premier contact avec elles, pensée dans une perspective de renforcement de leur pouvoir économique et de leur place dans la société. L'aide ne peut pas tout faire et n'est pas compétente sur tout. L'ensemble de ces activités ne peut donc pas être aidé. Marie-Christine Gueneau

Dans les sociétés africaines traditionnelles, les paysans, et plus particulièrement les femmes, vivent leurs réalités familiales et communautaires sans faire de distinction entre le politique, l'économique le culturel et même le religieux ; tous ces volets contribuent de manière indissociable* à leur épanouissement et au développement. Jean Nya Ngatchou

Les enfants :

Il y a une tension entre leurs activités individuelles et leur travail au sein du groupe. Les femmes ont du mal à dégager le temps nécessaire pour les activités collectives. Il convient de favoriser le développement d'activités sociales permettant la gestion collective des activités des femmes lorsque le partage familial des charges de travail n'est plus suffisant ou ne correspond plus aux besoins.

Dans ce cadre, il faudra protéger les petites filles à qui il est souvent demandé d'assurer le travail domestique des mères lorsque celles-ci sont occupées par leur entreprise, les privant ainsi d'école et d'enfance.

Il faudra aussi veiller à l'organisation de services de base pour les femmes (santé, etc.), aider à ce qu'ils soient économiquement viables et à ce qu'ils puissent donner des emplois aux femmes. La formation dans les divers emplois et services de base devra être assurée. Annick Miské Talbot

Un volet qui me semble très important dans l'appui aux femmes, c'est la petite enfance. Les petits enfants de 2 à 6 ans, qui n'ont pas l'âge d'aller à l'école, si tu les prends tôt sous forme de garderie d'enfants, tu peux leur apprendre à lire et à écrire et tu peux t'occuper de lutter contre la malnutrition, les problèmes de santé et en même temps tu les prépares à rentrer à l'école. Ce serait des classes communautaires. Cela existe déjà, on a commencé cette année, pour essayer de voir les résultats. Khady Sene

Thème 4

Relier entre elles les différentes activités d'un groupement

Mme Khady SENE, responsable de la promotion féminine de l'association paysanne Jig Jam (Fissel, Sénégal), explique ceci :

1/ Quatre priorités : alphabétisation, entreprises, animation et communication :

A une ONG qui veut appuyer les femmes, je peux dire qu'il faut qu'elle prenne en compte les problèmes comme l'alphabétisation et l'entrepreneuriat rural. Cela peut être une entreprise telle qu'une unité de transformation et de conservation des produits locaux, des boutiques gérées par les femmes, des projets d'élevage, etc.

Il faudrait aussi un appui à l'animation de base, apprendre aux femmes responsables à faire de l'animation. Ou les motiver par une petite indemnité et les appuyer à avoir un moyen pour se déplacer pour pouvoir toucher les différentes femmes. Si je prends mon exemple, je veux bien aller dans des villages qui sont à 12 ou 13 km et qui font partie de la collectivité, mais je ne peux pas y aller parce que je n'ai pas de moyen. Donc, pour appuyer à la sensibilisation, il faut intervenir en dotant les femmes, ou bien la responsable, de moyens de se déplacer pour faire son travail.

Il y a aussi les médias qui sont là, mais pour faire passer ton programme tu dois ouvrir un temps d'antenne, tu dois payer les émissions que tu veux faire à la radio. Pour ce paiement-là, tu vas identifier tant de minutes pour tant de jours dans le mois, et si le partenaire peut appuyer à ce montant, cela sera un appui aux femmes. Parce que ce sera plus facile pour celles qui doivent venir à la radio parler à toutes les femmes. Et cela peut animer au-delà de Fissel.

2/ C'est la caisse du groupement qui décide des prêts aux membres :

Si c'est un groupement de femmes membre de Jig-Jam, il est appuyé comme tous les autres groupements par l'intermédiaire de Jig-Jam. Jig-Jam recense tous les problèmes des groupements, les analyse avec les populations, pour arriver à sortir des solutions. Et les solutions vont définir les sortes d'activités à faire pour résoudre ces problèmes. Alors Jig-Jam élabore son programme*, qui sera un programme global pour tous les groupements qui adhèrent à l'association. Ensuite, il soumet le programme aux partenaires qui réagissent.

Jig-Jam a créé des instances de décentralisation dans l'association. Il y a un bureau, des commissions techniques et des coordinations locales dans les différentes communautés rurales. Une fois que l'appui arrive, Jig-Jam programme par coordination. Chaque coordination doit voter par rapport à son nombre de membres. A chacun, on verse des fonds par rapport à son nombre de membres. Et c'est aux coordinations de programmer chaque activité. On leur donne l'argent et ils vont au niveau des groupement pour les doter de cet argent. Jig-Jam appuie les groupements et ce sont les groupements qui appuient les membres parce que le groupement maîtrise bien les membres, alors que Jig-Jam maîtrise seulement les groupements.

Dans le temps, Jig-Jam appuyait le groupement à travers son président, mais maintenant il appuie la caisse du groupement. C'est au conseil d'administration de la caisse de voir où on va loger cet argent, dans quels volets : embouche, bergerie, petit commerce, etc. Quand le conseil a défini où va l'argent, les bénéficiaires savent qu'il y a telle ligne de crédit* qui est dans la caisse. Chacun doit faire sa demande par rapport à cette ligne de crédit.

(Propos recueillis par Séverine Benoit, à Fissel, en février 200 - Fiche 488)

Renforcer les Unions de groupements plutôt qu'aider directement

L'opinion de deux responsables féminines d'Union de groupements :

C'est mieux si l'ONG appuie les responsables des activités de l'association, plutôt que d'aller directement elle-même dans les villages faire de l'animation.

Il y a des ONG qui sont loin de Fissel. Pour faire venir ici leur animatrice, c'est difficile, alors il vaut mieux qu'elles donnent des fonds pour les femmes qui sont sur place et qui peuvent le faire. Il faut appuyer les responsables locales qui sont là. Les femmes rurales qui ne peuvent pas parler ni français ni d'autres langues c'est difficile de parler avec elles, alors que c'est plus facile pour nous qui sommes nées là. Khady Sene

C'est nous qui conseillons le groupement à appuyer. Je ne suis pas pour un appui direct du partenaire au groupement parce que seule l'union peut juger que tel groupement est fidèle ou infidèle. Si tu viens appuyer directement un groupement et qu'il y a un problème, tu ne sauras pas où te baser pour le régler. C'est un risque pour le partenaire. Il y a des groupements qui font des dégâts et qui ne veulent plus adhérer à l'union, qui se mettent à l'écart pour mener leurs propres activités. Si tu viens appuyer ce genre de groupement tu auras un tas de problèmes. Mama Gueye

La réalité : beaucoup d'intermédiaires :

Un groupement débutant aime être aidé directement par le bailleur de fonds. Une Union de groupements expérimentée considère que mettre l'aide en place est sa responsabilité. Sur le terrain, personne ne défend les organismes d'appui et pourtant ils sont de plus en plus nombreux. Christophe Vadon

Le risque : que chacun voie son autonomie se réduire :

La relation d'aide met en jeu l'autonomie de chacun des acteurs, publics comme privés, sauf rares exceptions d'ONG complètement autofinancées*. L'autonomie de celui qui aide paraît évidente mais cela est trompeur : la main qui donne dépend, elle aussi, de la main qui reçoit : « C'est moi qui vous nourrit », disait un assisté lucide aux assistantes sociales* de son quartier. On ne peut mieux dire combien chaque intervenant dépend à la fois de son bailleur et de son public.

Aujourd'hui, les acteurs liés au système d'aide sont de plus en plus nombreux. Agissant dans des structures apparemment fort diverses, ils ont des intérêts et des comportements souvent très semblables. Chaque acteur risque d'être subordonné. Une double subordination en fait : d'un côté, pour convaincre le bailleur de fonds, le chargé de programme (ou tout autre intermédiaire) dépend de la fiabilité du demandeur d'aide ; de l'autre côté, pour réaliser son propre programme, celui qui demande dépend des intentions, des capacités et des intérêts de l'intermédiaire placé au-dessus de lui.

Celui qui cherche de l'aide a tendance à adapter sa demande en fonction de ce qu'il connaît des priorités et des tabous de son donateur. Le document de projet est le lieu de cette compromission*. Chaque intermédiaire tend alors à concevoir ses propres programmes, non plus en fonction de ses priorités et des contraintes locales, mais aussi - sinon surtout - en fonction de sa chance de faire arriver l'aide.

Marie-Christine Gueneau et Bernard Lecomte, « Sahel : les paysans dans les marigots de l'aide » (L'Harmattan, 1998), page 169

Co-auteurs du livret :

Les femmes responsables de groupements :

- Groupement SET-SETAL, s/c GREEN, BP 219, THIES (Sénégal)
- Mme Khady SENE, Jig Jam, BP 51, KHOMBOLE (Sénégal)

Les agents d'organisme d'appui :

- M. Amadou MALET, AIFD, BP 181, SEGOU (Mali)

Les consultants :

- Mme Annick MISKE TALBOT, France
- Mme Marie Christine GUENEAU, IRAM, 49 Rue de la Glacière, 75013 PARIS (France)
- M. Jean Nya NGATCHOU, BP 5325, YAOUNDE (Cameroun)
- M. Christophe Vadon, GRAD, 228 Rue du Manet, 74130 BONNEVILLE (France)

Les livres :

- Mme Marie Christine GUENEAU et Bernard LECOMTE : « Sahel : les paysans dans les marigots de l'aide » (L'Harmattan, 1998)

Rédaction :
Séverine Benoît
Marie-Thérèse ABELA
Paloma PEREZ

Responsable de la collection :
Bernard LECOMTE

Mise en page :
Brigitte REY
Séverine LALA

LEXIQUE

		Page
Articulation	<i>Lien entre deux objets ou idées</i>	8
Assistant(e) social(e)	<i>Agent chargé d'apporter de l'aide</i>	13
Autofinancé(e)	<i>Financé avec son propre argent</i>	13
Compromission	<i>Abandon de ses objectifs pour satisfaire quelqu'un qui pourrait vous être utile</i>	13
Indissociable	<i>Qu'on ne peut pas séparer</i>	8
Ligne de crédit	<i>Argent réservé à une activité particulière au sein d'un programme</i>	11
Nœuds de blocage	<i>Plusieurs freins agissant en même temps</i>	8
Programme	<i>Ensemble d'activités que l'on prévoit de réaliser</i>	11
Promotrice (ou Promoteur)	<i>Celle (ou celui) qui propose et organise une action</i>	6
Stratégie	<i>Façon de conduire une action pour réussir ou, au moins, ne pas perdre</i>	8

Livret AF1

Pendant des années, les femmes des villages et des quartiers ont été négligées par les agents d'aide extérieure. Aujourd'hui, au contraire, les femmes sont devenues des interlocutrices incontournables. Quelles chances et quels problèmes apportent ce changement ? Comment rendre cette évolution utile à tout le monde ?

Livrets de la Série AF :

- AF1 - Comment les femmes obtiennent-elles l'aide extérieure?
- AF2 - Comment épauler l'ensemble de leurs initiatives ?
- AF3 - A quelles conditions donner et recevoir de l'aide ?
- AF4 - Comment les femmes gèrent-elles à la fois leur épargne et l'aide ?
- AF5 - Comment appuyer les femmes efficacement ?
- AF6 - L'expérience d'une responsable d'animation féminine burkinabé
- AF7 - L'aide extérieure doit-elle s'intéresser davantage aux femmes ?
- AF8 - Faut-il des mesures de rattrapage en faveur des femmes ?

Séries de la Collection I :

Série A - Autonomie

Série AF - Aide aux Femmes

Série C - Maîtriser l'aide pour arriver à nous en passer

Série CP - Du projet à la convention de partenariat

Série D - Appui aux Organisations Paysannes Débutantes

Editeur :

GRAD

953 Chemin de la Ventreuse
74130 BONNEVILLE (FRANCE)

Tél : +33 (0)6 41 28 99 88

Email : grad.ch@fgc.ch

www.grad-s.net

Avec l'aide de :

DDC

Direction du Développement et
de la Coopération

Département des Affaires Etrangères

Freiburgstrasse, 130

3003 BERNE

(SUISSE)